http://pierrealainmillet.fr/voeu-france-travail-missions

Conseil de métropole du 26 Juin 2023

Pour une France du travail et des salaires pour toutes et tous !

- Délibérations - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : mardi 27 juin 2023

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Bien entendu, nous voterons ce vœu porté par toutes les missions locales de France et que plusieurs communes ont déjà adopté. Le gouvernement avance comme toujours en ignorant les acteurs locaux, les professionnels, en laissant même croire qu'ils sont inefficaces, même si en pratique, il va évidemment leur confier les missions qu'il est bien incapable d'assurer, notamment dans l'accueil et l'accompagnement. C'est d'ailleurs ce qui le conduit à proposer une loi sans attendre aucun retour de l'expérimentation qu'il a lui même lancé...

Mais au-delà de l'avenir des missions locales, c'est au fonds que nous contestons cette loi sur le travail et la création de France Travail, tant le gouvernement tient un double discours, d'un coté pour les médias les thèmes classiques de la droite demandant de mettre les chômeurs au boulot, de l'autre un projet de loi qui dit vouloir renforcer l'insertion mais reste ambiguë sur les contreparties imposées aux bénéficiaires.

Ce double discours révèle l'absence d'ambition réelle sur l'emploi, et la seule recherche de baisse de ces dépenses sociales considérées comme un "pognon de dingue". Les chômeurs seraient fautifs et coupables des difficultés de recrutement des entreprises. Le président avait donné sa version simpliste du sujet, il suffirait de traverser la rue !

Dans ces discours, il y a un grand tabou, le travail, les conditions de travail, le lien entre formation et travail, les métiers... Nous l'avons dit à propos des métiers du soin dans l'intervention de Marie-Christine Burricand, mais c'est une situation générale. Les difficultés de recrutement sont d'abord le résultat des politiques publiques de formation, de l'organisation du travail, de la recherche effrénée par la plupart des entreprises d'efficacité à court-terme reposant sur l'intensité et la flexibilité du travail, de la non reconnaissance par les entreprises des qualifications et des savoir-faire liées aux métiers.

C'est bien parcequ'on ne trouve plus de sens, de valeur au travail que des salariés s'interrogent, y compris dans des métiers qualifiés et sous tension. Alors que dire des premiers de corvée, des métiers de premières lignes, mal payés et précarisés ! Et que dire de tous ceux qui sont éloignés de l'emploi.

Comment penser alors que l'insertion des personnes éloignées de l'emploi pourrait ne reposer que sur leur propre motivation, avec accompagnement ou même avec sanction ?

Oui, il faut accompagner tous ceux pour qui l'accès à l'emploi a été rendu difficile, fragile, il faut les accompagner humainement, à partir des situations concrètes, en prenant en compte les problèmes de langage, de représentation, de situations familiales, de mobilité, toutes choses que font très bien les missions locales et de très nombreux acteurs de l'insertion.

L'état devrait donc renforcer les démarches d'accompagnement vers l'emploi en renforçant le réseau de tous les acteurs de l'insertion.

Et il doit le faire en relevant le défi premier en direction du patronat, la seule solution véritable pour les métiers essentiels, faire en sorte qu'ils redeviennent attractifs, donc revaloriser les salaires et embaucher pour éviter que des salariés ne s'épuisent face à un travail qu'ils ne peuvent pas faire correctement. C'est une évidence dans la santé et notamment l'hôpital, mais c'est vrai pour tous les métiers, et notamment pour tous les métiers difficiles, de première ligne.

Augmenter massivement les salaires, réduire le temps de travail, ce n'est pas une utopie militante dépassée, c'est le choix que font certaines entreprises, comme celle bien connue à Lyon qui a décidé de la semaine de 4 jours et 32 h payée 35, et dont le patron dit lui-même qu'il y a gagné !

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet

Pour les communistes, la réponse au projet France Travail et aux attaques contre les droits des allocataires et des salariés, ce n'est pas de laisser faire les bas revenus et la précarité du travail, en assurant par miracle des allocations ou revenus d'assistance dignes pour tous. Ce serait renier le droit à un emploi digne, valorisant, qualifié, permettant la construction d’un travailleur citoyen. On ne peut résoudre, ni par le RSA ni par un revenu universel, ce qui est au coeur des maux de la société, les conditions d’emploi et la valeur du travail !

Nous voulons une France du travail et des salaires pour toutes et tous, d'un travail attractif et enrichissant, avec la hausse des salaires, la réduction du temps de travail, et la garantie de conditions de travail permettant l’épanouissement des salariés au travail. Il faut un renversement complet de la politique d’emploi et de travail !

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet